

“Du lynchage à la mort : la descente aux enfers des universitaires de Turquie”



"Mehmet Fatih Traş, jeune assistant chercheur de 34 ans à la faculté des sciences économiques et administratives de l'université Çukurova d'Adana, a décidé, le 22 février dernier, de mettre fin à ses jours en se jetant du 7^e étage d'un immeuble de

Mersin.

Ce geste s'entoure de circonstances qui jettent une lumière glaçante sur ce qui se déroule aujourd'hui en Turquie. Les faits entourant son suicide peuvent être établis sur la base de sources convergentes. Mehmet Fatih Traş avait soutenu sa thèse d'économétrie le 23 juin 2016. Depuis septembre 2010, dans le cadre de la préparation de son doctorat, il bénéficiait d'un poste temporaire (statut 50d). A l'obtention de son doctorat, son emploi ne fut pas renouvelé. Quelques vacances d'enseignement lui furent octroyées. Après l'attentat du 10 décembre 2016 à Istanbul revendiqué par un groupe proche du PKK, il fut dénoncé par l'un de ses collègues comme « terroriste » du fait de ses liens avec le parti pro-kurde (légal et représenté au Parlement) HDP et de sa signature avec les « Universitaires pour la paix » (BAK) du 10 janvier 2016 s'opposant aux opérations de guerre de l'armée turque contre les populations civiles turques. Ses cours furent alors suspendus *sine die*, sans qu'une enquête contradictoire ait eu lieu et sans qu'il lui soit donné la possibilité de s'expliquer. Dans des notes remises par sa famille au journal *Evrensel*, Mehmet Fatih Traş soulignait qu'en dépit du lynchage qu'il subissait avec ses

deux collègues signataires de la pétition des BAK, il persistait à considérer sa signature comme la continuité de ses activités universitaires et de sa liberté académique.

Mehmet Fatih Traş s'employa alors à postuler à d'autres universités, d'abord celle de Mardin où il reçut un accueil favorable qui bascula en un refus brutal compte tenu de sa signature comme « Universitaires pour la paix », puis celle d'Istanbul-Aydin qui lui offrit en janvier 2017 un contrat de deux ans et demi au département d'économie et de finance. Il s'apprêtait à déménager pour rejoindre son nouveau poste quand on lui annonça que l'embauche était annulée. On lui fit savoir que des « raisons indépendantes » de la volonté de l'université expliquaient cette décision. Constatant qu'aucun avenir universitaire n'existait désormais pour lui en Turquie « tant que je ne fais pas de concessions sur les valeurs humaines qui font partie de mon identité », il choisit de mourir.

Le suicide de Mehmet Fatih Traş est le premier qui touche les rangs de l'université. Mais il est le vingt-et-unième connu, des suicides ayant été commis par des personnes arrêtées sans preuves réelles d'être complices des putschistes du 15 juillet 2016 ou limogées pour cette même raison, ou bien complices de « terrorisme » pour s'être rapproché du parti HDP ou avoir signé des pétitions appelant à la paix dans les régions kurdes.

Dans la Turquie d'aujourd'hui soumise à l'état d'urgence et la perspective d'un renforcement accru des pouvoirs présidentiels, ces morts volontaires témoignent d'une volonté d'anéantissement. Les 130 000 fonctionnaires révoqués par une série de décrets (dont 30 000 enseignants du primaire et du secondaire et 4811 universitaires) sont placés en situation de mort économique puisque perdant tout traitement et tout droit au chômage, à la retraite ou à l'épargne, de mort sociale puisque bannis du marché de l'emploi, de mort civique puisque criminalisés aux yeux de leur voisinage, de leur entourage, de leur famille. Pour la plupart également privés de passeport, ils ne peuvent s'exiler.

Aucun être humain ne peut résister longtemps à cet anéantissement. La stigmatisation politique, l'arrachement à toute vie professionnelle normale, la terreur pour soi et les siens décuplée par l'anticipation d'un manque

dramatique de ressources et d'une désaffiliation sociale produites par le stigmate du renvoi, dont il existe de nombreux témoignages, la projection interdite dans le temps et l'avenir, tout ce contexte effrayant précède un acte comme le suicide de notre collègue. Sans cette persécution, Mehmet Fatih Traş serait encore en vie quelles que soit les données personnelles de sa biographie. La vie de ces personnes n'a désormais plus aucune importance pour le régime ; ce sont des « vies nues » au sens que leur donne le philosophe italien Giorgio Agamben dans son essai *Homo Sacer*, retrouvant ce que Hannah Arendt avait souligné pour les réfugiés apatrides de l'entre-deux-guerres, perdant le droit même d'avoir des droits. Privés des attributs élémentaires de l'humanité, ces hommes et ces femmes sont renvoyés à leur seule existence biologique qui peut alors s'achever dans l'indifférence complète de la société et de l'Etat puisqu'ils sont tenus pour des « sauvages ».

Le suicide est l'aboutissement de la politique de répression telle qu'on l'analyse en Turquie. Et celle-ci ne concerne pas seulement les fonctionnaires révoqués et les prisonniers d'opinion. L'histoire de Mehmet Fatih Traş souligne l'immensité des zones grises de la persécution depuis le 16 juillet 2016, personnels temporaires, étudiants, lycéens,... Avoir signé la pétition des « Universitaires pour la paix » équivaut à une trahison de la communauté ethnico-religieuse qu'Erdogan veut ériger en principe absolu de la nation. Si les chercheurs en sciences sociales sont particulièrement visés, c'est en raison de la faculté de leurs savoirs, lorsqu'ils sont critiques, à dire, et donc à contrer ces processus de déshumanisation des personnes jugées déviantes, asociales. A communiquer un espoir d'avenir à la jeunesse, à l'instar de la création et de sa transmission.

Le monde doit comprendre ce qui se joue en Turquie. L'Europe a un rôle à jouer pour empêcher l'irréparable, en raison de ses expériences de déshumanisation de populations aux fins de les détruire, et de sa conscience des ancrages démocratiques indispensables à sa survie. Nous appelons donc ses dirigeants à considérer comme une priorité l'accueil des chercheurs réfugiés en exil et, plus globalement, la protection des droits humains fondamentaux dont celui d'avoir des droits. Nous leur demandons de créer une institution universitaire européenne permettant à tous les enseignant-chercheurs limogés dans le monde pour délit d'opinion ou appartenance à une minorité d'y être affiliés et donc de conserver une identité professionnelle en

attendant peut-être le versement d'un salaire pour les plus anéantis. Nous encourageons toutes et tous à la solidarité avec les enseignants de Turquie, y compris en contribuant financièrement à l'aide qu'apporte le syndicat Egitim-sen aux victimes des purges*.

L'avenir de l'Europe se joue à Adana, à Istanbul, et aussi à Moscou, à Damas, au Caire, à Téhéran, à Pékin, à Washington. Il est nécessaire de regarder l'histoire bien en face, de très près, et de toute urgence.

Signataires :

Hamit Bozarslan (EHESS), Vincent Duclert (Sciences Po, EHESS), Selim Eskiizmirli (Université Paris Diderot, Université Paris Descartes), Etienne Balibar (Université Paris Ouest La Défense), Eric Fassin (Université Paris VIII), Sophie Wauquier (Université Paris VIII), Claude Calame (EHESS), Diana Gonzalez (Sciences Po)

Pour signer la petition :

Pour signer se connecter à :

https://www.change.org/p/du-lynchage-%C3%A0-la-mort-la-descente-aux-enfers-des-universitaires-de-turquie?recruiter=68853-5435&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_responsive